



Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Affaire n° : IT-04-74-T

Date : 10 septembre 2012

Original : FRANÇAIS

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE III

Composée comme suit : M. le Juge Jean-Claude Antonetti, Président
M. le Juge Árpád Prandler
M. le Juge Stefan Trechsel
M. le Juge Antoine Kesia-Mbe Mindua, Juge de réserve
Assistée de : M. John Hocking, Greffier

Décision 10 septembre 2012
rendue le :

LE PROCUREUR

c/

Jadranko PRLIĆ
Bruno STOJIĆ
Slobodan PRALJAK
Milivoj PETKOVIĆ
Valentin ĆORIĆ
Berislav PUŠIĆ

PUBLIC

VERSION PUBLIQUE ET EXPURGÉE DE L'« ORDONNANCE RELATIVE À LA DEMANDE DE PROLONGATION DE LA MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE DE L'ACCUSÉ MILIVOJ PETKOVIĆ »

Le Bureau du Procureur :

M. Douglas Stringer

Les Conseils des Accusés :

M. Michael Karnavas et Mme Suzana Tomanović pour Jadranko Prlić
Mme Senka Nožica et M. Karim A. A. Khan pour Bruno Stojić
Mme Nika Pinter et Mme Natacha Fauveau-Ivanović pour Slobodan Praljak
Mme Vesna Alaburić et M. Zoran Ivanišević pour Milivoj Petković
Mme Dijana Tomašegović-Tomić et M. Dražen Plavec pour Valentin Ćorić
M. Fahrudin Ibrišimović et M. Roger Sahota pour Berislav Pušić

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE III (« Chambre ») du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (« Tribunal »),

SAISIE de la « *Motion of Milivoj Petković for Extension of Provisional Release* », déposée à titre public par les Conseils de l'Accusé Milivoj Petković (« Accusé » et « Défense Petković ») le 30 août 2012 (« Requête ») à laquelle est jointe une annexe publique et par laquelle la Défense Petković demande la prolongation de la mise en liberté provisoire de l'Accusé Petković pendant trois mois¹,

VU la « *Prosecution Response to Milivoj Petković's Motion for Extension of Provisional Release* » déposée par le Bureau du Procureur (« Accusation ») à titre confidentiel le 3 septembre 2012 (« Réponse ») par laquelle l'Accusation ne s'oppose pas à la Requête²,

VU la « Décision relative à la demande de mise en liberté provisoire de l'Accusé Milivoj Petković » rendue par la Chambre à titre public avec une annexe publique et une annexe confidentielle le 30 novembre 2011 (« Décision du 30 novembre 2011 ») par laquelle la Chambre a ordonné la mise en liberté provisoire de l'Accusé Petković à Split pour une durée limitée avec la possibilité d'effectuer une visite de 24 heures une fois par mois à sa mère³ et a établi la procédure à suivre pour toute demande de prorogation de ladite mise en liberté provisoire⁴,

VU la « Décision portant sur la demande de prolongation de la mise en liberté et de modifications des conditions assorties à la mise en liberté de l'Accusé Milivoj Petković » rendue par la Chambre à titre confidentiel le 14 mars 2012 (« Décision du 14 mars 2012 ») par laquelle la Chambre a autorisé une prolongation de la mise en liberté provisoire de l'Accusé Petković de trois mois jusqu'au 21 juin 2012 et a autorisé une augmentation des visites à sa mère⁵,

VU l'« Ordonnance relative à la demande de prolongation de la mise en liberté provisoire de l'Accusé Milivoj Petković » rendue par la Chambre à titre confidentiel le 7 juin 2012

¹ Requête, par. 4 et 21.

² Réponse, par. 1.

³ Annexe confidentielle 2 à la Décision du 30 novembre 2011.

⁴ Annexe publique 1 à la Décision du 30 novembre 2011.

⁵ Décision du 14 mars 2012, p. 7 et 8. L'Accusé Petković a été autorisé par la Chambre à rendre visite à sa mère à Vrpolje quatre fois par mois pendant 12h dans le cadre d'une surveillance policière clairement identifiable de 24 heures sur 24 par les autorités croates.

(« Ordonnance du 7 juin 2012 ») par laquelle la Chambre a autorisé une prolongation de la mise en liberté provisoire de l'Accusé Petković dans les mêmes conditions que celles imposées dans la Décision du 14 mars 2012,

ATTENDU que dans la Requête, la Défense Petković fait valoir que l'Accusé Petković a respecté les conditions imposées par la Chambre lors de chaque élargissement y compris lors de la dernière prolongation de sa mise en liberté provisoire autorisée par la Chambre dans la Décision du 7 juin 2012⁶ ; que le Gouvernement de la Croatie a à nouveau fourni des garanties pour assurer la comparution de l'Accusé⁷ ; qu'il n'existe pas de nouvelles circonstances qui laisseraient à penser que l'Accusé Petković ne respecterait pas les conditions d'une nouvelle prolongation de sa mise en liberté provisoire⁸ et que les circonstances relatives à la mère de l'Accusé Petković demeurent les mêmes, justifiant ainsi les mêmes conditions que précédemment lors de l'éventuelle prorogation de son élargissement⁹,

ATTENDU que dans la Réponse, l'Accusation, au vu des précédentes décisions de la Chambre et de la Chambre d'appel, ne s'oppose pas à la Requête pour autant que les conditions préalablement imposées à l'Accusé Petković dans sa mise en liberté provisoire restent les mêmes¹⁰,

ATTENDU que l'Accusation attire l'attention de la Chambre sur [EXPURGÉ]¹¹,

ATTENDU que l'Accusation suggère que la Chambre [EXPURGÉ]¹²,

ATTENDU que la Chambre rappelle tout d'abord que [EXPURGÉ] ; que la Chambre estime qu'en l'état actuel de la situation, il n'existe aucun indice qui indiquerait un risque accru de fuite de l'Accusé Petković,

ATTENDU que la Chambre constate que par lettre du 27 août 2012, le gouvernement de la République de Croatie a fourni des assurances pour garantir que l'Accusé Petković, dans le cas où sa mise en liberté provisoire serait prorogée par la Chambre, n'influencera ni ne mettra

⁶ Requête, par. 7 à 13.

⁷ Requête, par. 19 et Annexe.

⁸ Requête, par. 14.

⁹ Requête, par. 16 à 18.

¹⁰ Réponse, par. 1.

¹¹ Réponse, par. 2 et Annexe confidentielle.

¹² Réponse, par. 3.

en danger, pendant sa mise en liberté provisoire, des victimes, témoins ou toute autre personne et qu'il retournera à La Haye à la date ordonnée par la Chambre¹³,

ATTENDU que la Chambre constate à la lumière des rapports soumis par les autorités croates en vertu de la Décision du 30 novembre 2011, que l'Accusé Petković a respecté les conditions, modifiées par la Décision du 14 mars 2012, de sa mise en liberté provisoire,

ATTENDU que la Chambre est d'avis que le respect des conditions de la mise en liberté provisoire et les garanties apportées par la République de Croatie pour chaque nouvelle demande de prolongation de la mise en liberté provisoire sont suffisants pour évaluer si les conditions de l'article 65 B) du Règlement de procédure et de preuve (« Règlement ») sont remplies,

ATTENDU qu'au vu de ce qui précède, la Chambre a la certitude que l'Accusé Petković, si sa mise en liberté provisoire était prorogée, reviendrait au Quartier pénitentiaire des Nations Unies ; qu'il ne mettrait pas en danger des victimes, témoins ou autres personnes et que par conséquent, les conditions de l'article 65 B) du Règlement sont remplies,

ATTENDU qu'au vu de ce qui précède, la Chambre estime qu'une prorogation de la mise en liberté provisoire de l'Accusé Petković pour une période limitée et dans les mêmes conditions que celles imposées par la Décision du 30 novembre 2011 modifiée par la Décision du 14 mars 2012, permettra à la Chambre de maintenir un contrôle sur le déroulement de ladite mise en liberté,

¹³ Annexe à la Requête.

PAR CES MOTIFS,

EN APPLICATION de l'article 65 B) du Règlement,

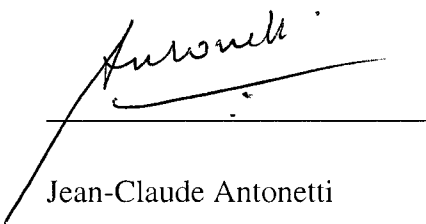
FAIT DROIT à la Requête,

DÉCIDE de proroger la mise en liberté de l'Accusé Petković jusqu'au [EXPURGÉ],

DÉCIDE que les conditions de la mise en liberté provisoire établies dans l'Annexe publique 1 et l'Annexe confidentielle 2 à la Décision du 30 novembre 2011 avec les modifications apportées par la Décision du 14 mars 2012 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente décision.

Le Président de la Chambre, le Juge Jean-Claude Antonetti, joint une opinion partiellement concordante à la présente décision.

Fait en anglais et en français, la version en français faisant foi.



Jean-Claude Antonetti
Président de la Chambre

Le 10 septembre 2012

La Haye (Pays-Bas)

[Sceau du Tribunal]

Opinion partiellement concordante du Juge Jean-Claude Antonetti
Président de la Chambre

[EXPURGÉ]